



Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en Afrique

Travail décent : Comment mettre en oeuvre les décisions politiques ?

Ouagadougou, Burkina Faso, 6 septembre, 2004 - Le Conseil exécutif de l'Union africaine travaillait lundi à Ouagadougou à la déclaration et au plan d'action soumis à partir de mercredi aux chefs d'Etat et de gouvernement dans le cadre du premier sommet extraordinaire de l'organisation panafricaine sur l'emploi et la réduction de la pauvreté.

Il s'agit aussi pour les ministres africains de définir les voies et moyens de concrétiser les décisions politiques prises à Ouagadougou, à travers un mécanisme de suivi, tant sur le plan national que sous-régional et continental, qui reste encore à définir.

La déclaration qui sera rendue publique jeudi soir soulignera les engagements solennels des dirigeants africains concernant la mise en place de stratégies nationales, régionales et continentales pour la promotion de l'emploi, afin de la placer au centre des stratégies de développement destinées à réduire la pauvreté.

Le plan d'action qui devrait être limité dans le temps pour coïncider par exemple avec les Objectifs du Millénaire prévoyant la réduction de moitié de la pauvreté dans le monde d'ici 2015, devra préciser les moyens de mettre en applications les grands principes, et cibler les secteurs prioritaires favorisant la création d'emplois comme l'agriculture ou les infrastructures, avec un accent particulier sur la lutte contre les pandémies comme le HIV/SIDA, ou la place des femmes et des jeunes dans ces stratégies de développement.

Le financement du plan d'action et du suivi font aussi partie de la discussion ainsi que les partenariats bilatéraux et internationaux, en particulier avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et son organe exécutif, le BIT (Bureau international du travail) qui a soutenu la préparation du sommet et dont le directeur général Juan Somavia est présent toute la semaine à Ouagadougou.

Le HIV/SIDA, constitue pour l'OIT un des défis majeurs du développement en Afrique subsaharienne en raison de son impact sur le capital humain et sur l'économie des pays. Il constitue donc une des principales menaces concernant la mise en œuvre de l'agenda du « travail décent » que réclame aujourd'hui l'Afrique.

Selon les estimations des experts de l'ONU et du BIT, quelque 38 millions d'adultes et d'enfants vivaient avec le HIV/SIDA fin 2003, l'Afrique subsaharienne étant la région la plus touchée avec 25 millions de personnes infectées.

En 2003, trois millions de personnes sont mortes de ce fléau en Afrique et 8.000 Africains continuent à être affectés chaque jour, dont plus de la moitié sont des femmes. Les effets sur la main d'œuvre active sont considérables car le taux élevé des décès dus au HIV/SIDA mais aussi les absences dues à la maladie affectent la productivité et l'ensemble des services publics dans plusieurs pays.

Dans ce contexte, le BIT appuie des programmes de lutte contre cette maladie sur le lieu de travail et pour l'extension de la protection sociale pour l'accès aux traitements.

En effet, pour cette organisation, donner un emploi ne suffit pas. Encore, faut-il qu'il soit « décent », c'est à dire qu'il comporte notamment une protection sociale. Un programme STEP (Stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté) est déjà opérationnel à travers l'Afrique de l'Ouest, notamment Bénin, Burkina Faso, Guinée et Sénégal.

Il s'agit d'appuyer la création et le développement de réseaux localement implantés qui s'étendront progressivement sur tout le territoire national. Ils s'adressent particulièrement aux populations du secteur informel urbain et rural.

Au Burkina Faso quelque 10.000 personnes ont bénéficié de ce programme qui leur donne accès à la protection sociale et aux mutuelles de santé.

Juan Somavia et le directeur général de la FAO Jacques Diouf visiteront mardi, à la veille de l'ouverture du sommet de l'Union africaine, un site du projet STEP et un projet de la FAO lié à la sécurité alimentaire à une trentaine de kms de Ouagadougou.

Auparavant, le directeur général du BIT, aura invité quinze organisations internationales qui ont participé à la préparation d'un document de réflexion pour définir les grands problèmes prioritaires et proposer des initiatives concrètes sur la base de leurs expériences et de leur compétences dans le cadre des décisions de l'Union africaine et du NEPAD, le Nouveau partenariat pour le développement économique de l'Afrique.

En 2003, trois millions de personnes sont mortes de ce fléau en Afrique et 8.000 Africains continuent à être affectés chaque jour, dont plus de la moitié sont des femmes.

Les effets sur la main d'œuvre active sont considérables car le taux élevé des décès dus au HIV/SIDA mais aussi les absences dues à la maladie affectent la productivité et l'ensemble des services publics dans plusieurs pays.

Dans ce contexte, le BIT appuie des programmes de lutte contre cette maladie sur le lieu de travail et pour l'extension de la protection sociale pour l'accès aux traitements.

En effet, pour cette organisation, donner un emploi ne suffit pas. Encore, faut-il qu'il soit « décent », c'est à dire qu'il comporte notamment une protection sociale. Un programme STEP (Stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté) est déjà opérationnel à travers l'Afrique de l'Ouest, notamment Bénin, Burkina Faso, Guinée et Sénégal.

Il s'agit d'appuyer la création et le développement de réseaux localement implantés qui s'étendront progressivement sur tout le territoire national. Ils s'adressent particulièrement aux populations du secteur informel urbain et rural.

Au Burkina Faso quelque 10.000 personnes ont bénéficié de ce programme qui leur donne accès à la protection sociale et aux mutuelles de santé.

Juan Somavia et le directeur général de la FAO Jacques Diouf visiteront mardi, à la veille de l'ouverture du sommet de l'Union africaine, un site du projet STEP et un projet de la FAO lié à la sécurité alimentaire à une trentaine de kms de Ouagadougou.

Auparavant, le directeur général du BIT, aura invité quinze organisations internationales qui ont participé à la préparation d'un document de réflexion pour définir les grands problèmes prioritaires et proposer des initiatives concrètes sur la base de leurs expériences et de leur compétences dans le cadre des décisions de l'Union africaine et du NEPAD, le Nouveau partenariat pour le développement économique de l'Afrique.